

# DES PRESSIONS INACCEPTABLES SUR LA PRESSE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 24 MAI 2019

Après l'in vraisemblable tentative de perquisition dans les locaux de Mediapart, le procureur de la République multiplie les actes d'intimidation à l'égard de journalistes.

Si, comme l'a rappelé la porte-parole du gouvernement, les journalistes ne sont pas au-dessus des lois, la protection de leurs sources et leur déontologie impliquent qu'ils gardent le silence sur l'origine de leurs informations.

Dès lors, en convoquant à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) pour audition libre ces journalistes en raison des informations qu'ils ont publiées, le procureur de la République de Paris ne peut ignorer l'inutilité de cette démarche sauf à la qualifier pour ce qu'elle est, une tentative d'intimidation.

En ajoutant à ces manœuvres, la convocation du président du directoire du *Monde*, le procureur de la République s'essaie à une autre forme d'intimidation en s'en prenant au responsable du journal lui-même.

La LDH dénonce ces manœuvres du gouvernement et d'un procureur de la République qui lui doit sa nomination.

Elle appelle à la vigilance face aux pressions que subissent les médias. De leur liberté dépend, en effet, la nôtre.

Elle assure les journalistes et les médias concernés de sa solidarité et de son soutien.

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898

